

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'EAU NEW YORK 22 AU 24 MARS 2024

PROJET DE DECLARATION BURUNDAISE

Monsieur le Président,

1. Le Burundi par ma voix se réjouit de la tenue de cette conférence internationale sur l'eau d'importance capitale au moment où l'eau sur terre oscille entre abondance et rareté avec une répartition contrastée en fonction des milieux et une disponibilité très inégale pour les populations qui ne fait que renforcer les rivalités et compétitions pour les usages de l'eau.

2. L'avenir de l'eau étant en danger, cette conférence est non seulement un événement historique mais aussi une opportunité unique à saisir pour changer de cap en ce qui concerne l'eau, trouver des solutions pour la santé et la prospérité des populations au regard de multiples limitations à la réalisation de l'ODD6 suite au changement climatique.

3. Le Burundi qui dispose en son sein la source la plus méridionale du Nil et la 2^{ème} réserve mondiale d'eau douce qu'est le Lac Tanganyika, a souscrit aux Objectifs du Développement Durable qui visent l'accès universel aux services d'eau et d'assainissement de base.

Pour ancrer les objectifs, un plan national de développement, qui classe le secteur parmi les secteurs porteurs de croissance économique accompagné de sa stratégie de mise en œuvre, a été élaboré avec 3 grands objectifs dont l'amélioration de l'accès à l'eau potable, l'amélioration de l'accès aux infrastructures d'assainissement de base et amélioration de la gestion des services d'eau potable et d'assainissement de base.

4. Dans le but de mettre en œuvre ses outils de planification, **Son Excellence Evariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi**, a initié une politique de révision à la hausse du budget qui est passé de 520 millions de Francs Burundais en 2016 à plus de 14,5 milliards de Francs Burundais par an alloués à la construction de nouvelles infrastructures d'eau potable et d'assainissement de base en milieu rural. C'est donc une véritable course contre la montre du Gouvernement du Burundi pour la réalisation de l'ODD6.

Ainsi, 20 nouveaux réseaux d'adductions d'eau potable d'une valeur de plus de 22 milliards de francs burundais sont en cours de construction depuis les deux dernières années. En plus de ces nouveaux réseaux, environ 1.350 points d'eau ont été réhabilités ces 5 derniers mois.

5. Malgré les efforts déployés par le Gouvernement du Burundi, des défis persistent dont notamment l'insuffisance des financements et la vulnérabilité du secteur aux méfaits du changement climatique.

6. En effet, plus de 100 réseaux d'adductions d'eau potable ne sont plus fonctionnelles ou le sont partiellement suite aux éboulements des terres ou au tarissement des sources. Aussi, le montant à mobiliser pour pouvoir assurer l'accès universel aux services d'eau potable et d'assainissement de base en milieu rural s'élève à environ 300 millions de dollars américains.

7. Pour pouvoir pallier à ces défis principaux, le Gouvernement du Burundi compte non seulement continuer la mobilisation des financements internes et externes tout en développant le partenariat public-privé mais aussi il compte promouvoir des infrastructures résilientes au changement climatique.

Monsieur le Président,

Distingués délégués,

8. Le Burundi estime que l'Eau est indéniablement une ressource vitale, non substituable, toujours en mouvement mais difficilement transportable sur de longues distances.

9. L'évaluation à mi-parcours de la Décennie d'Action sur l'eau (2018-2028) qui coïncide presque avec l'agenda 2030, soulève la question fondamentale de la réalisation de l'ODD6.

10. Alors que l'eau apparaît surabondante sur terre, la demande explose et réduit la quantité allouée à chaque personne avec toutes les conséquences que l'on observe sur le plan international.

11. Si nous ne prenons pas garde, le besoin d'eau deviendra insupportable dans quelques années et, avec les méfaits des changements climatiques, pourra engendrer les pires et brutales catastrophes humanitaires à cause de :

a. L'augmentation des températures qui entraîne la fonte glacière, l'élévation du niveau des mers, les inondations et la submersion de certains Etats côtiers ;

b. Les conséquences majeures du réchauffement sur la biodiversité marine ;

c. La baisse sensible de la production et des récoltes dans les régions essentiellement agricoles avec pour conséquence immédiate l'augmentation considérable du nombre de victimes de la malnutrition.

12. A cet égard, l'impératif d'une action collective pour une réponse efficace et efficiente aux problématiques hydriques s'impose de toute urgence. Cette action collective serait bénéfique à tous les pays et à toutes les générations.

13. Le renforcement des mécanismes existant est plus qu'opportun pour 2 raisons:

Primo pour mettre fin rapidement à l'apartheid hydrique et tout doucement s'acheminer progressivement vers un Accès universel et équitable à l'eau potable pour tous.

Secundo pour se focaliser non seulement sur une diplomatie de l'eau au service de la paix pour faire face aux multiples conflictualités relatives à l'eau mais surtout sur les règles d'un véritable partenariat pour le renforcement du développement technologique, le financement de la construction des infrastructures liées à l'eau, la

réduction, le contrôle et la prévention contre la pollution de l'eau.

14. Pour lutter contre le manque criant de cette ressource essentielle, des solutions ne sont pas simples mais elles existent et répondent à trois objectifs : consommer moins, recycler et produire plus et enfin apprendre à partager.

15. Pour terminer, nous voudrions lancer un appel vibrant en faveur d'un nouvel ordre international de l'eau pour booster la coopération internationale en la matière et espérer la réalisation de l'ODD6 dans le cadre de l'agenda 2030.

**JE VOUS REMERCIE DE VOTRE AIMABLE
ATTENTION**